

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

Unité territoriale: Saône-et-Loire		Subdivision de Chalon-sur-Saône									
<p>Nom des inspecteurs : Joanne DESREUMAUX – François BALMES</p> <p>Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 06 juin 2014 Date de l'inspection : 23 juin 2014</p> <p>Type d'inspection :</p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td><input checked="" type="checkbox"/> approfondie</td> <td>ou <input type="checkbox"/> courante</td> <td>ou <input type="checkbox"/> ponctuelle</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> inopinée</td> <td>ou <input checked="" type="checkbox"/> annoncée</td> <td></td> </tr> <tr> <td><input checked="" type="checkbox"/> planifiée</td> <td>ou <input type="checkbox"/> circonstancielle</td> <td></td> </tr> </table> <p>Motif de la planification :</p> <p>Programme annuel des inspections de la Saône-et-Loire</p>			<input checked="" type="checkbox"/> approfondie	ou <input type="checkbox"/> courante	ou <input type="checkbox"/> ponctuelle	<input type="checkbox"/> inopinée	ou <input checked="" type="checkbox"/> annoncée		<input checked="" type="checkbox"/> planifiée	ou <input type="checkbox"/> circonstancielle	
<input checked="" type="checkbox"/> approfondie	ou <input type="checkbox"/> courante	ou <input type="checkbox"/> ponctuelle									
<input type="checkbox"/> inopinée	ou <input checked="" type="checkbox"/> annoncée										
<input checked="" type="checkbox"/> planifiée	ou <input type="checkbox"/> circonstancielle										
Société : PRODUCTION GUINOT SAS Commune : TORCY Activité : Centrale d'enrobage de bitume	Régime de classement : A Priorité : /										
<p>Liste des installations inspectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ensemble du site <p>Thèmes : eau, air, bruit, déchets</p> <p>Référentiel de l'inspection : Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 17 octobre 2008</p>											
<p>Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - M. GUINOT – Directeur - M. MEUNIER – Responsable QSE 											
<p>Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :</p> <p>L'ensemble des constatations figure dans le tableau des constats.</p> <p>Les non-conformités relevées sont les suivantes :</p> <p><u>Changement d'exploitant</u></p> <p>Depuis avril 2014, la société PRODUCTION GUINOT SAS est devenue la société PASCAL GUINOT TP. Ce changement d'exploitant n' a pas été déclarée à la préfecture.</p> <p><u>Eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - le compteur d'alimentation en eau potable n'est pas relevé régulièrement et les résultats ne sont pas portés sur un registre ; - le site n'est pas équipé d'un disjoncteur ; - le site n'est pas équipé d'un dispositif d'isolement des réseaux d'assainissement par rapport à l'extérieur ; - séparateur d'hydrocarbures : la périodicité annuelle pour le contrôle, le nettoyage et la vidange n'est pas respectée ; - rejet des eaux de voirie : un dépassement de la valeur limite pour les matières en suspension est constaté en 2014. Par ailleurs, aucune analyse n'a été réalisée en 2013 (non respect de la périodicité annuelle de contrôle). 											

Bruit

Les mesures réalisées le 21/06/12 montrent un dépassement du niveau sonore en limite de propriété.

Suites envisagées :

- Lettre à l'exploitant

Liste des documents établis suite à la visite :

- Tableau des constats
- Lettre à l'exploitant

Dijon, le 07 juillet 2014

L'inspecteur des Installations Classées,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Desreumaux', with a stylized flourish at the end.

Joanne DESREUMAUX

L'inspecteur des Installations Classées

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Balmes', with a stylized flourish at the end.

François BALMES

SOCIETE PRODUCTION GUINOT SAS à TORCY
VISITE D'INSPECTION DU 23 JUIN 2014
TABLEAU DES CONSTATS

Texte réglementaire de référence : arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 17 octobre 2008

Art.	Point vérifié	Nature du Constat	Observations
Portée de l'autorisation et conditions générales			
1.5.1	<p><u>Porter à connaissance</u></p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>	Remarque	<p>L'exploitant envisage d'entreposer sur le site voisin qu'il exploite également des sables de fonderie provenant de la société TUBE CITY IMS située au Creusot.</p> <p>Ces sables de fonderie (préalablement criblés et démétaillés par la société TUBE CITY IMS) seraient utilisés comme matières premières dans la centrale d'enrobage.</p> <p>Compte tenu des volumes susceptibles d'être présents sur le site, cette installation serait soumise à autorisation au titre de la rubrique 2716 (installation de transit, regroupement ou de tri de déchets non dangereux non inertes).</p> <p>Compte tenu des délais d'instruction, il a été convenu avec l'exploitant qu'un dossier de demande d'autorisation serait déposé en septembre 2014.</p> <p>Ce dossier portera sur l'ensemble constitué par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la plate-forme de la centrale d'enrobage (site inspecté); - la plate-forme comprenant l'installation de broyage, concassage,... (rubrique 2515, régime de déclaration) et la station de transit de produits minéraux,... (rubrique 2517, régime de déclaration) (site limitrophe du site inspecté).

1.5.4	<u>Changement d'exploitant</u> Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.	Non-conforme	<p>En avril 2014, la société PRODUCTION GUINOT SAS est devenue la société PASCAL GUINOT TP.</p> <p>Une déclaration de changement d'exploitant (incluant les installations soumises aux rubriques 2515 et 2517) est à transmettre au préfet dans les plus brefs délais.</p>																	
Prévention de la pollution atmosphérique																				
3.2.3.2	<u>Valeur limite de rejets (sortie de cheminée du tambour sécheur)</u> Les rejets à l'atmosphère sont faits dans les conditions suivantes : <table><tr><td>Paramètres à contrôler</td><td>Valeurs limites concentration (mg/Nm³ sur gaz humide)</td></tr><tr><td>Poussières</td><td>50</td></tr><tr><td>COV non méthaniques (en C total)</td><td>110</td></tr></table> Débit maximum : 40000Nm³/h	Paramètres à contrôler	Valeurs limites concentration (mg/Nm³ sur gaz humide)	Poussières	50	COV non méthaniques (en C total)	110	Remarque	<p>Les mesures présentées ci-dessous ont été réalisées par DEKRA.</p> <table><tr><td rowspan="2">Paramètres contrôlés</td><td colspan="2">Concentration (mg/Nm³ sur gaz sec)</td></tr><tr><td>21/06/12</td><td>09/10/13</td></tr><tr><td>Poussières</td><td>7,79</td><td>3,19</td></tr><tr><td>COV non méthaniques (en C total)</td><td>3,3</td><td>15,9</td></tr></table> <p>Les concentrations en poussières et en COV non méthaniques sont à mesurer sur gaz humide.</p> <p>La concentration en oxygène de référence utilisée pour le calcul des concentrations en poussières et en COV non méthaniques est à préciser.</p> <p>Des contrôles ont été réalisés en 2012 et 2013.</p>	Paramètres contrôlés	Concentration (mg/Nm³ sur gaz sec)		21/06/12	09/10/13	Poussières	7,79	3,19	COV non méthaniques (en C total)	3,3	15,9
Paramètres à contrôler	Valeurs limites concentration (mg/Nm³ sur gaz humide)																			
Poussières	50																			
COV non méthaniques (en C total)	110																			
Paramètres contrôlés	Concentration (mg/Nm³ sur gaz sec)																			
	21/06/12	09/10/13																		
Poussières	7,79	3,19																		
COV non méthaniques (en C total)	3,3	15,9																		
9.2.1	<u>Auto surveillance des émissions atmosphériques</u> L'exploitant procède à ses frais, au contrôle des effluents atmosphériques issus de la centrale d'enrobage au moyen de mesures et prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyse par des méthodes normalisées. Cette surveillance s'exerce dans les conditions ci-après. Durant une période de fonctionnement représentative et dans un délai de six mois à la signature du présent arrêté, il est procédé à un contrôle des paramètres indiqués à l'article 3.2.3. Ce contrôle est effectué à fréquence annuelle.	Absence de remarque																		
Eau																				
4.1	<u>Origine des approvisionnements en eau</u> Les installations de prélèvement d'eau sont équipées de dispositifs de	Non-conforme	<p>Le site est alimenté par le réseau d'eau potable. En revanche, le compteur n'est pas relevé régulièrement et les résultats ne sont pas portés sur un registre.</p>																	

	mesures volumétriques totalisateurs. Ils sont relevés régulièrement et les résultats sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.		
4.1.2	<p><u>Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement</u></p> <p>L'exploitant doit installer un disconnecteur à zone de pression contrôlable après le compteur. Ce dispositif devra faire l'objet d'un contrôle de maintenance annuel. Les résultats de ces contrôles seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et communiqués aux services de la DDASS de Saône et Loire.</p>	Non-conforme	Le site n'est pas équipé d'un disconnecteur.
4.2.2	<p><u>Plan des réseaux</u></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant., régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) ; • les secteurs collectés et les réseaux associés . • Les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs,...) ; • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). 	Remarque	Le plan n'est pas daté.
4.2.4	<p><u>Protection des réseaux internes à l'établissement</u></p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en</p>	Non-conforme	Le site n'est pas équipé d'un dispositif d'isolement des réseaux d'assainissement par rapport à l'extérieur.

	état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.																
4.3.1	<u>Identification des effluents</u> L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : <ul style="list-style-type: none">• eaux de voirie ;• eaux domestiques.	Absence de remarque															
4.3.4	<u>Entretien et conduite des installations de traitement</u> Le séparateur d'hydrocarbures doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire.	Non-conforme	La périodicité annuelle pour le contrôle, le nettoyage et la vidange n'est pas respectée.														
4.3.5	<u>Localisation des points de rejet</u> Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes : <table><tr><th>Désignation du rejet</th><th>Nature des effluents</th><th>Désignation du milieu récepteur</th></tr><tr><td>R1</td><td>Eaux de voirie</td><td>Milieu naturel après traitement dans un séparateur d'hydrocarbures</td></tr><tr><td>R2</td><td>Eaux domestiques</td><td>Réseau d'eaux usées de la zone industrielle</td></tr></table>	Désignation du rejet	Nature des effluents	Désignation du milieu récepteur	R1	Eaux de voirie	Milieu naturel après traitement dans un séparateur d'hydrocarbures	R2	Eaux domestiques	Réseau d'eaux usées de la zone industrielle	Absence de remarque						
Désignation du rejet	Nature des effluents	Désignation du milieu récepteur															
R1	Eaux de voirie	Milieu naturel après traitement dans un séparateur d'hydrocarbures															
R2	Eaux domestiques	Réseau d'eaux usées de la zone industrielle															
4.3.8	<u>Valeurs limites d'émission des eaux de voirie</u> Les eaux rejetées au milieu naturel doivent respecter les valeurs limites suivantes : <table><tr><th>Paramètres</th><th>Concentration instantanée (en mg/l)</th></tr><tr><td>Demande chimique en oxygène (DCO)</td><td>125</td></tr><tr><td>Matières en suspension (MES)</td><td>35</td></tr></table>	Paramètres	Concentration instantanée (en mg/l)	Demande chimique en oxygène (DCO)	125	Matières en suspension (MES)	35	Non-conforme	Le dernier contrôle date du 27/04/14 et a été réalisé par DEKRA. <table><tr><th>Paramètres</th><th>Concentration instantanée (en mg/l)</th></tr><tr><td>Demande chimique en oxygène (DCO)</td><td>34</td></tr><tr><td>Matières en suspension (MES)</td><td>68</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux (HCT)</td><td>< 0,1</td></tr></table>	Paramètres	Concentration instantanée (en mg/l)	Demande chimique en oxygène (DCO)	34	Matières en suspension (MES)	68	Hydrocarbures totaux (HCT)	< 0,1
Paramètres	Concentration instantanée (en mg/l)																
Demande chimique en oxygène (DCO)	125																
Matières en suspension (MES)	35																
Paramètres	Concentration instantanée (en mg/l)																
Demande chimique en oxygène (DCO)	34																
Matières en suspension (MES)	68																
Hydrocarbures totaux (HCT)	< 0,1																

	Hydrocarbures totaux (HCT)	5		Un dépassement de la valeur limite pour les matières en suspension est constaté.						
9.2.2	<u>Auto surveillance des eaux</u> L'exploitant fait réaliser en sortie du séparateur d'hydrocarbures prévu à l'article 4.3.5 des mesures de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel. Ces analyses, à effectuer annuellement sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article 4.3.8.		Non-conforme	Aucune analyse n'a été réalisée en 2013.						
Bruit										
6.2.1	<u>Valeurs limites d'émergence</u> <table><tr><td>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</td><td>Émergence admissible*</td></tr><tr><td>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égale à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td></tr></table> (*) les installations ne fonctionnent pas entre 19h et 7h, de même que les samedi, dimanche et jours fériés	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible*	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égale à 45 dB(A)	6 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)		Remarque	La méthodologie et le calcul de l'émergence dans les zones à émergence réglementée devront être clairement explicités.
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible*									
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égale à 45 dB(A)	6 dB(A)									
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)									
6.2.2	<u>Niveaux limites de bruit</u> Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : <table><tr><td>Périodes</td><td>Période de jour allant de 7h à 19h (sauf dimanche et jours fériés)</td></tr><tr><td>Niveau sonore limite admissible</td><td>65 dB(A)</td></tr></table> Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.	Périodes	Période de jour allant de 7h à 19h (sauf dimanche et jours fériés)	Niveau sonore limite admissible	65 dB(A)		Non-conforme	Les mesures réalisées le 21/06/12 montrent un dépassement du niveau sonore en limite de propriété (niveau sonore mesuré = 69,7 dB(A)).		
Périodes	Période de jour allant de 7h à 19h (sauf dimanche et jours fériés)									
Niveau sonore limite admissible	65 dB(A)									

